

# En finir avec les nationalismes

## Tom Thomas. 2023. Éditions critiques

La dernière publication de Tom Thomas traite d'une question qui marque fortement les conflits sociaux et politiques actuels, tant internationaux que nationaux : Les nationalismes. Il appelle à en finir avec ces derniers. Toutefois, avant de prétendre répondre à l'exigence qu'il pose, il s'emploie à rappeler les positions prises par les principaux théoriciens et dirigeants communistes s'agissant du nationalisme et des luttes qu'il orientait au cours du XIXe siècle, et dans le suivant. Le rappel des positions des théoriciens marxistes n'est nullement une exégèse dogmatique car Tom Thomas articule leur présentation avec les transformations du capitalisme et les caractères de son expansion mondiale, de la mondialisation mercantile et esclavagiste à la troisième, en passant par l'époque de l'expansion coloniale. Il montre alors combien la pensée marxiste sur la question des nationalismes et des luttes nationales évolue par suite des problèmes auxquels sont confrontés les révolutionnaires à chaque époque de la mondialisation, pour déboucher sur une analyse actuelle qui fait l'objet de la dernière moitié de l'ouvrage. Celle-ci traite alors de la mondialisation contemporaine et du capitalisme sénile, ainsi que des nationalismes actuels pour conclure par la nécessité d'en finir avec eux.

### La première partie comporte plusieurs points essentiels.

En premier lieu, Tom Thomas montre que Marx et Engels donnent, dans le *Manifeste du parti communiste* rédigé en 1848, une appréciation « trop strictement économique des conditions de la révolution communiste ». Ils établissent en effet « une sorte de lien mécanique entre le développement économique et la révolution prolétarienne ». L'auteur souligne que si le développement du capitalisme crée les conditions matérielles du communisme et renforce le rôle économique du prolétariat, il ne produit pas mécaniquement un prolétariat révolutionnaire » (page 32). C'est d'ailleurs ce qu'avait reconnu Engels à la fin de sa vie, dans son pays, l'Allemagne, où le Parti social-démocrate avait acquis une force politique et sociale exceptionnelle, mais au prix d'un abandon des positions internationalistes. Ses courants les plus réformistes voyaient dans l'expansion de la puissance économique de leur nation, la condition de l'amélioration du bien-être des ouvriers allemands. Ainsi, Bernstein, prenant exemple sur la Grande-Bretagne, argumenta le bénéfice que tirait le peuple allemand de la domination coloniale. : « Sans les progrès coloniaux [écrivait-il] de notre économie, la misère que nous avons encore en Europe serait bien plus grande et les chances de la faire disparaître totalement plus minces que ce n'est le cas aujourd'hui. » Positions largement partagées au sein des syndicats allemands dirigés par son parti.

Tom Thomas rappelle que Marx lui-même prit conscience de l'erreur qui avait été la sienne, lorsqu'il affirmait que la domination anglaise de l'Irlande serait renversée « grâce à la montée de la classe ouvrière anglaise »<sup>1</sup>. Il en arriva alors à la conclusion selon laquelle « la classe ouvrière anglaise ne fera jamais rien tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut placer le levier » (p.36). Ce « détour irlandais » est la reconnaissance par Marx d'une autonomie des conditions politiques de la révolution vis-à-vis de ses conditions économiques. Tom Thomas en souligne justement l'importance, d'autant que les conceptions mécaniques et économistes ont largement contribué à sous-estimer les conditions politiques et idéologiques de la révolution, ainsi que obstacles à surmonter pour les faire advenir. Ce déterminisme faisait et fait encore de la plupart des révolutionnaires des « théoriciens de la révolution future, mais [...] de l'attentisme dans l'immédiat », (ainsi que Karl Kautsky se définissait lui-même). Ce que je traduis ainsi : des révolutionnaires qui, attendant que les contradictions économiques du capital

---

<sup>1</sup> Une telle position ne disparut pas avec l'autocritique de Marx en fait. Pendant tout le cours du XXe siècle, ce paternalisme devint « l'internationalisme réformiste » dominant.

ouvrent la possibilité de son renversement, participaient au jeu démocratique bourgeois et à la défense des intérêts ouvriers nationaux, activités par lesquelles ils espéraient fonder leur légitimité et leur existence « paisible », sans égard pour les travailleurs des pays dont leur impérialisme tirait profit.

Tom Thomas traite ensuite de la position de Lénine s'agissant de l'attitude que doivent adopter les révolutionnaires confrontées aux luttes nationales. L'auteur la définit « comme subtile sur le plan théorique, mais délicate d'application sur le plan pratique » (page 53). En effet, Lénine appelle à « reconnaître inconditionnellement le droit des nationalités opprimées à l'indépendance », tout en subordonnant la défense pratique de ce droit aux intérêts de classe du prolétariat. L'application de cette orientation sera précisée ultérieurement par Lénine et par les premiers congrès de l'Internationale communiste, ainsi que par Mao Tsé Toung (voir sa conception de l'indépendance dans le front uni).

Soulignant l'importance politique de percevoir le déplacement de la possibilité des révolutions des pays capitalistes développés vers les pays dominés, Lénine distingue les tâches des communistes appartenant aux nations colonisatrices de celles qui incombent aux communistes des nations opprimées sans État (= des pays colonisés). Les premiers devant reconnaître le droit inconditionnel à l'indépendance des nations dominées, alors que les prolétaires de ces dernières doivent s'organiser indépendamment de leur bourgeoisie dans la lutte nationale. L'attitude des prolétaires des nations oppressives sur la question de la reconnaissance inconditionnelle du droit à l'indépendance est la condition nécessaire à une union internationale des prolétaires des nations dominantes et de celles dominées. Toutefois, une reconnaissance non traduite dans un soutien pratique, c'est-à-dire une coopération entre les communistes des pays dominants et celles des communistes ou des progressistes des pays dominés peut-elle favoriser cette union ? Là réside ~~donc~~ une des difficultés pour laquelle la mise en œuvre de l'orientation léniniste est délicate, car s'en tenir à la reconnaissance du droit sans la traduire dans la lutte politique, peut masquer dans l'application d'un droit de principe, la volonté d'éviter d'engager une lutte à contre-courant de masses exploités dans leur propre pays impérialiste.

### **Dans la seconde moitié de l'ouvrage Tom Thomas traite de la situation présente.**

Il expose les conflits visant à conforter l'hégémonie de l'impérialisme actuellement dominant, les États-Unis et ceux à l'initiative de ses concurrents, Chine et Russie. Dans cette partie sont abordées les formes nouvelles de domination (mobilisation de la science, des technologies et du Soft Power, souvent travesti en défense de la "démocratie" et des "droits de l'homme") qui se distinguent de celles de la mondialisation coloniale, hormis par la violence de la domination toujours d'actualité. Il traite évidemment des changements intervenus après l'effondrement du bloc « soviétique » et du capitalisme d'ÉTAT qui lui était associé. Tom Thomas aborde à propos des nationalisme contemporains les questions importantes du fétichisme de l'État et du fascisme, et affirme l'absence dans cette troisième mondialisation de la possibilité d'un nationalisme progressiste (à l'exception de la lutte palestinienne qui s'oppose au dernier système colonial).

Tom Thomas reconnaît la persistance de sentiments nationalistes, à l'époque de la troisième mondialisation, confirmant ainsi l'autonomie du politique par rapport à l'économique. Il introduit alors la distinction entre un nationalisme impérialiste « d'en haut » et un nationalisme « d'en bas » dont il cerne deux formes. La première concerne les pays dominés, ceux « dont la place dans les chaînes de valorisation est médiocre, et dont l'économie dépend de capitaux et de capitalistes extérieurs ». Il se développe dans ces populations sévèrement paupérisées un nationalisme du fait qu'elles attribuent la cause de leur pauvreté à la domination de ces capitaux et capitalistes étrangers. C'est évidemment tout à fait exact. » Cependant leur protestation s'inscrit dans les mêmes schémas que l'ancien nationalisme anticolonial. Ce qui permet aux bourgeoisies locales de masquer leurs propres responsabilités dans la situation que vivent leurs peuples (pages 118 et 119). La seconde forme concerne un nationalisme populaire, souvent qualifié de « populisme » dans les pays capitalistes « même les plus prospères ». Ce nationaliste populaire s'en prend à cette troisième mondialisation et aux élites qui la personnifient (page 120). Mais il en attribue la

cause des maux dont souffre le peuple, non au capital lui-même, mais à l'abandon de l'intérêt national par les élites, à l'affaiblissement de la nation, au détournement de « l'État de son rôle de serviteur du peuple ». Ainsi c'est par le « biais nationaliste et populiste que, en situation de crise et de critique de l'ÉTAT dans sa forme bourgeoise démocratique, se développe le fascisme. À sa base, l'idéologie fasciste conjugue en effet le fétichisme de l'État et de la nation » (page 126), processus que Tom Thomas analyse de façon précise et riche dans les pages 127 à 135.

Toutefois, la conclusion de cette partie affirme que la bourgeoisie aux commandes du capitalisme ne craint le fascisme que dans la mesure où il remettrait en cause la mondialisation par trop de nationalisme protectionniste, ce qui n'est pas son intérêt. Toutefois, dans le même paragraphe, il affirme que le « fascisme doit donc opérer la fusion entre le nationalisme impérialisme d'en haut, et le nationalisme populiste d'en bas » fusion qui se ferait sur « la base d'une propagande du type *make my nation great again* ». Ces deux propositions me posent question car elles paraissent sous-entendre deux processus autonomes.

La tendance à la réaction est indéniable. Elle adopte des modalités que l'on retrouve dans des courants fascistes anciens. Cependant, le succès du fascisme ne réside pas seulement dans ses idées, mais dans sa capacité à tirer parti de l'affaiblissement de l'État bourgeois par sa puissance mobilisatrice. Or, le fascisme n'existe pas aujourd'hui en force organisée dans des partis de masse comme c'était le cas dans les années 1930. Pas plus d'ailleurs que n'existe de mouvement communiste organisé dans les masses. La seule force organisée est celle dont dispose la bourgeoisie dans et par son État, quel que soit la profondeur de la crise de celle-ci et le discrédit de son système politique. Ce n'est donc pas le fascisme qui opère la fusion entre le nationalisme d'en haut et celui d'en bas, mais la bourgeoisie car c'est sa propagande qui le lui permet. Le populisme en politique aujourd'hui (que ce soit celui de Marine Le Pen, d'Emmanuel Macron ou de Mélenchon) tient moins aux programmes qu'au culte du chef charismatique. Le lien qui s'établit entre le chef et les masses se fait sans la médiation d'un parti de masse, qui serait un acteur politique collectif, lié ou représentant d'une classe agissante. Le populisme s'adresse à un peuple sans cohésion sociale, fait d'individus isolés, dépossédés de la maîtrise de leur condition d'existence, et qui ne fait masse que dans et par les élections. Cette fusion s'opère dans la construction d'une opinion dite générale par la force des médias bourgeois, qui prétendent exprimer ce que le peuple veut, désignant au peuple un ennemi dont l'État et le gouvernement doivent les protéger : les étrangers, les sans-papiers, les immigrés musulmans, les terroristes, ou ceux qui menacent l'identité nationale. Sans doute sur cette question Marine Le Pen peut se prévaloir d'un succès idéologique, mais qu'elle ne pourra guère transformer en succès politique et économique, quand bien même elle arriverait au pouvoir lors d'une élection. En effet, la bourgeoisie peut accepter à court terme de sacrifier la circulation des exploités, comme l'envisage la dernière loi, mais jamais celle des marchandises ou des capitaux, et bien sûr des personnes qui sont ses agents.

Le dernier chapitre reprend l'ensemble des développements des chapitres précédents en les articulant à la situation présente, dans ses dispositions tactiques après avoir affirmé qu'aucune guerre nationaliste ne peut aujourd'hui apporter autre chose « que des malheurs aux masses populaires » sans soutenir qu'il soit juste de combattre les nationalistes partout de la même façon « que ce soit dans un pays impérialiste au sommet des chaînes de valorisation ou membre d'un pays exploité » (page 144). S'agissant des nationalistes d'en bas, que ce soit dans les pays exploités ou ceux populistes des pays capitalistes, Tom Thomas invite à les analyser dans leurs contradictions, de distinguer ce qui est juste dans leur révolte, et ce qui est illusions dans les moyens par lesquels ils attendent la concrétisation de leurs aspirations. Il invite aussi à renouer avec un « internationalisme qui ne peut être uniformisation, mais coopération volontaire et libre, sans esprit de lucre dans le but d'un développement humain, qualitatif et universel, dans lesquels les hommes se libèrent du travail contraint, maîtrisent leurs rapports comme ceux qu'ils ont avec la nature » (page 162).

Toutefois, l'exigence du déploiement d'une tactique orientée par une conception juste de l'accueil nationaliste, contient, en creux, une question dont le rédacteur de ces observations, pas plus que Tom Thomas ou que ceux qui aujourd'hui se prétendent partis ou organisations

révolutionnaires n'ont la réponse. Qui dit tactique dit force collective agissante, organisation des masses exploitées. Nulle force n'existe, en France comme dans les autres pays impérialistes, capable de tracer une voie, de faire reculer les nationalismes dans des combats politiques, permettant aux exploités de découvrir leur capacité collective de se vivre comme des acteurs dotés d'une force nationale et internationale, échappant ainsi à l'instrumentalisation de leur impuissance par les leaders populistes. Au contraire, bien souvent les combats nationalistes sont devenus pour un certain nombre de militants, un ersatz d'alternative révolutionnaire, fondée essentiellement sur une identité nationale assise sur une tradition nationale réinventée, comme en Catalogne ou plus sérieusement au Rojava. Mais dans ce dernier cas, les révolutionnaires sont devenus les supplétifs des impérialistes américains en dépit de leur courage et bien souvent de leur sacrifice. Ils ont clairement étendu leur espace à des régions arabes, mettent les forces démocratiques qu'ils ont créés sous leur contrôle strict (dans les bases des forces démocratiques syriennes flotte le drapeau du PKK et le portrait de son dirigeant).

Sans doute, nous sommes loin d'être en capacité de répondre aux exigences politiques et sociales du moment. Cela ne doit pas conduire au pessimisme ceux qui ont l'ambition à faire advenir une alternative politique, portée par une organisation communiste, permettant de s'opposer aux nationalismes mortifères. Dans cette perspective, il faut non seulement saluer le travail de Tom Thomas, mais s'emparer de ses contributions, par le débat et la confrontation, sans prendre prétexte de nos insuffisances politiques collectives pour y renoncer.

### **Remarques additionnelles à propos du nationalisme ukrainien et russe**

Dans cette appréciation de la situation présente, appliquée à l'Ukraine et à la Russie, le nationalisme ukrainien est exclusivement dénoncé, bien qu'il soit clair pour l'auteur que le nationalisme russe relève de ce qu'il qualifie de « nationalisme d'en haut » nécessairement réactionnaire. Incontestablement, les USA ont instrumentalisé à leur bénéfice le nationalisme antirusse des anciens États européens de l'ex-bloc dit soviétique pour étendre et renforcer leur influence. Toutefois, l'intervention russe en Ukraine n'est pas seulement de la volonté de Poutine de briser cet encerclement. L'intervention et surtout la réactivation du nationalisme grand-russe vise aussi à renforcer le pouvoir de l'oligarchie russe confrontée aux contradictions internes de son régime. Le crédit populaire acquis par Poutine à la fin des années 1990, tient à la capacité qu'il a eu de rétablir l'ordre et de stopper la paupérisation des masses russes, rétablissant ainsi la sécurité économique et personnelle. Face aux agressions de l'OTAN dans les Balkans, il s'employa aussi à restaurer le rôle international de la Russie. Enfin, il brida le pouvoir des oligarques, mise sous un contrôle étatique renforcé en usant de la cohésion des forces de répression du FSB. Le pouvoir russe a pu conforter son contrôle de la rente pétrolière et gazière, menacé par la volonté de certaines sociétés telle que Lukoil de tirer parti de la mondialisation. Toutefois, il a ouvert largement le marché aux sociétés étrangères produisant des biens de consommation que l'industrie russe ne pouvait fournir (automobile, grande distribution). Ce faisant, il répondait aux attentes de la petite bourgeoisie des grands centres urbains, mais laissait dans la précarité économique une large partie du peuple des régions. Dans les années 2010, cette partie du peuple commençait à se détacher du pouvoir et l'opposition sociale et politique au régime se développait (front populaire de gauche russe). La guerre permit de réactiver un nationalisme qui étouffa les oppositions sociales émergentes et entraîna le ralliement d'opposants à la défense de la patrie menacée.

S'agissant de l'Ukraine, l'intervention russe a été un des facteurs de la radicalisation du nationalisme, qui avait commencé en 2014 avec le prédécesseur de Zelenski, Porochenko. C'est ce dernier qui introduisit des lois mémorielles, débaptisant l'avenue de Moscou qui devient l'avenue Stepan Bandera. Bandera incarnait un nationalisme radical réactionnaire, confiné jusqu'alors dans les régions de l'Ouest ukrainien, restant minoritaire en Ukraine jusqu'au milieu des années 2010. Zelenski s'était fait élire sur une promesse de respect des minorités russophones dont il était issu, puis il s'inscrivit sans réserve, en tant que « chef de guerre », dans le nationalisme qui faisait de Stéphan Bandera un héros national, pour avoir été emprisonné de 1941 à 1944 par les Nazis, pour avoir fait une déclaration d'indépendance de l'Ukraine.

Les nationalismes se confortent mutuellement et adoptent des postures semblables s'agissant du passé, toujours reconstruit. La participation des nationalistes ukrainiens de Bandera aux massacres des 4000 Ukrainiens juifs de Lemberg (Lviv) et des 30 000 de Kiev devint un sujet tabou en Ukraine, mais aussi chez leurs soutiens démocrates occidentaux. De même qu'en Russie le rôle de Staline dans la grande guerre patriotique en fait un héros national, au mépris du massacre des communistes de la première heure et de ceux qui avaient participé aux luttes contre le fascisme en Espagne au sein les Brigades internationales. Pour des motifs différents, les nationalises ukrainiens et russes partagent la même aversion pour Lénine et sa conception politique de la question nationale, et du communisme.

Marc Vigne